

**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

-----  
**AUTORITE DE REGULATION  
DES MARCHES PUBLICS**  
-----

**CONSEIL DE REGULATION**  
-----

**COMITE DE REGLEMENT  
DES DIFFERENDS ET DES SANCTIONS**



**REPUBLIQUE DE GUINEE**

-----  
Travail – Justice – Solidarité

**DECISION N°007/2018/ARMP/CRDS DU 09 NOVEMBRE 2018**

**DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES SANCTIONS  
STATUANT EN FORMATION LITIGES SUR LE RECOURS DE LA SOCIETE  
ASSOCIATED TRANSPORT AND PORT MANAGEMENT SYSTEM (ATPMS)  
RELATIF AU DYSFONCTIONNEMENT DE LA PROCEDURE D'ATTRIBUTION DE  
LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC PORTANT SUR LE BORDEREAU  
ELECTRONIQUE DE SUIVI DE CARGAISON LANCE PAR LE MINISTERE DES  
TRANSPORTS.**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES SANCTIONS  
STATUANT EN FORMATION LITIGES,**

- Vu** la loi L/2012/020/CNT du 11 octobre 2012 Fixant les règles Régissant la passation, le contrôle et la régulation des marchés publics et délégations de service public, notamment en ses articles 2, 3, 5 et 11;
- Vu** le Décret D/2012/128/PRG/SGG Portant code des marchés publics et délégations de service public, notamment en ses articles 2, 37 et 38;
- Vu** le Décret D/2014/167/PRG/SGG Portant Organisation et Fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) ;
- Vu** le Décret D/2014/220/PRG/SGG du 27 octobre 2014 portant nomination des Membres du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- Vu** le Décret D/2016/156/PRG/SGG du 27 mai 2016, portant nomination du Directeur Général de l'autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- Vu** le recours de la Société Associated Transport and Port Management System(ATPMS) en date du 24 septembre 2018 déposée à l'ARMP le 26 septembre 2018 ;
- Vu** les pièces du dossier ;

*R W A*



Après avoir entendu Monsieur Sadibou TOURE, rapporteur, en présence de :

- 1- Monsieur Pierre LAMAH, Président du CRDS;**
- 2- Madame Lucrèce CAMARA, membre du CRDS ;**
- 3- Monsieur Alpha Abdoulaye DIALLO, membre du CRDS ;**

**LES PARTIES :**

- 1- La société Associated Transport and Port Management System (ATPMS)** représentée par son Directeur Général, Monsieur Jean CODO et Madame CODO Oumy DIALLO, Responsable régionale ;
- 2- Le Ministère des Transports** représenté par Monsieur Mamady Télikoro MARA, PRMP
- 3- La Direction Nationale des Marchés Publics** représentée par Monsieur Mamadou Ciré DIALLO, rapporteur ;

Après en avoir examiné conformément à la loi,

Adopte la présente délibération fondée sur la régularité de la saisine, des faits et moyens juridiques exposés par les différentes parties :

Par plainte en date du 24 septembre 2018, la société Associated Transport and Port Management System (ATPMS) a saisi l'ARMP d'un recours relatif au dysfonctionnement des procédures d'attribution du marché du Bordereau Electronique de Suivi de Cargaison lancé par le Ministère des Transports.

**LES FAITS :**

Pour la mise en place et la gestion du bordereau électronique de suivi des cargaisons (BESC), le Ministère des Transports a lancé l'avis d'appel d'offre restreint N°0226/MT/CAB/2017 en date du 31 mars 2017 en constituant une liste de 10 entreprises dont 4 ont répondu à l'appel d'offre restreint.

L'ouverture des plis a eu lieu le 18 avril 2017 dans les locaux de la Direction Nationale des Marchés Publics (DNMP), mais la procédure a été suspendue le lendemain à la demande téléphonique de l'Autorité, avant que sa reprise ne soit ordonnée par l'Autorité, suivant instruction au Ministre de l'Economie et des Finances en date du 11 juin 2018.

C'est dans ce cadre que la Directrice Nationale des Marchés Publics a invité la Personne responsable des marchés publics (PRMP) du Ministère des Transports ainsi que les



autres membres de la commission de passation pour reprendre les travaux d'évaluation.

La commission s'est retrouvée le 03 juillet 2018 pour le redémarrage de l'évaluation des offres, en dépit de l'expiration des délais de validité des cautions et des offres.

La société Associated Transport and Port Management System (ATPMS) dénonce le dysfonctionnement de la procédure d'attribution dudit marché.

### **MOYENS DEVELOPPES PAR LA SOCIETE ASSOCIATED TRANSPORT AND PORT MANAGEMENT SYSTEM (ATPMS) A L'APPUI DE SON RECOURS**

La société Associated Transport an Port Management System (ATPMS) a fait valoir au soutien de sa requête qu'elle est présente en Guinée depuis 2013 et qu'elle est spécialisée dans la conception et gestion de plate-forme intégrant des solutions d'informations sur la sûreté et la sécurité maritime.

Elle affirme que l'Office Guinéen des Chargeurs (OGC) ayant constaté des flux financiers qui lui échappaient lors des importations vers le port de la République de Guinée, a choisi la société Antaser en vue de la collecte de ces fonds, et qu'ayant constaté que cette dernière ne lui versait pas les fonds collectés, l'OGC lui a fait appel en vue de l'organisation du Bordereau de suivi des cargaisons (BSC) et la collecte des fonds ; ce qui a conduit le Ministère des Transports à lancer un appel d'offre restreint pour la gestion du BSC.

Selon elle, le cahier de charge fourni par l'Autorité Contractante était bien ficelé et qu'elle était la candidate idéale pour gagner ce marché.

Elle dit d'abord avoir appris la suspension de l'appel d'offres par des rumeurs, sans en être officiellement informée ; ensuite qu'aucun procès-verbal n'a été remis aux soumissionnaires après l'ouverture des plis et que les offres n'étaient pas en sécurité, qu'il y a une forte suspicion de manipulation de ces dossiers ; enfin sa caution s'élevait à 265.000 euros tandis que celle la société Catalyst, attributaire du marché, n'était qu'à 9.200 euros.

Elle précise que la procédure de passation a été suspendue pour un délai de 17 mois entraînant des frais sur agios de 30.000 euros par rapport à la caution ; lesquelles cautions et offres étaient d'ailleurs caduques ; et qu'elle a réclamé en vain la restitution de sa caution.

Poursuivant, elle ajoute avoir reçu un courrier du Ministère des Transports à la date du 03 juillet 2018 l'informant du redémarrage de la procédure d'évaluation et de la prorogation des cautions et offres.

Elle affirme que c'est par des rumeurs qu'elle a finalement été informée de l'attribution du marché à la société Catalyst Business Solution.



Elle indique enfin que la procédure de signature du contrat a été accélérée et que la société Catalyst Business Solution n'est pas en mesure d'exécuter ce contrat.

**MOTIFS FOURNIS PAR L'AUTORITE CONTRACTANTE, LE MINISTERE DES TRANSPORTS :**

Le Ministère des Transport a, par la voix de Monsieur mamady Télioro MARA, sa PRMP, précisé qu'un consultant indépendant a été recruté pour élaborer les spécifications techniques et les exigences du dossier d'appel d'offres restreint.

Après l'ouverture des plis le 18 avril 2017 suivie de sa suspension le lendemain, dit-il, une réunion d'urgence a été convoquée par la primature suite à une plainte de la société Phoenix-TFS adressée à la Présidence de la République, ayant pour objet la suppression d'un critère éliminatoire du DAO qui exige aux candidats de : « fournir la preuve de ne disposer d'aucun lien capitalistique avec une quelconque société internationale ou nationale de transport maritime, de commissionnaire de transport, de consignation, de déclarant en douane ou de transit, afin de garantir une indépendance totale vis-à-vis des cargaisons supervisées ».

Selon lui, le procès-verbal d'ouverture des plis a été signé par le Président et le rapporteur de la commission, et que pour assurer leur sécurité, les offres ont été transférées au Ministère de l'Economie et des finances à la demande de Madame la Ministre.

Il indique qu'après toutes les tractations liées à la plainte visée ci-haut, l'actuel Premier Ministre a, en date du 11 juin 2018, instruit le Ministère de l'Economie et des Finances, de reprendre la procédure de passation du marché.

Il poursuit en disant que c'est dans ce sens que la Directrice Nationale des Marchés Publics a invité la PRMP et les autres membres de la commission de passation à la reprise de l'évaluation ; et que c'est ainsi que la commission s'est réunie le 03 juillet 2018 pour l'évaluation des offres, constatant l'expiration des délais de validité des cautions et des offres.

Par ailleurs, ajoute-t-il, par courriers N°023 du 03 juillet 2018 et 024 du 04 juillet 2018 les soumissionnaires ont été informés de la prorogation des délais de validité de leurs offres et cautions, et que la société Associated Transport and Port Management System (ATPMS) a été la première à répondre favorablement en prorogeant le délai de validité de sa caution à 150 jours.

Il indique que l'évaluation s'est soldée par l'émission de l'avis de non objection de l'ACGPMP sur le rapport d'évaluation des offres par courrier n°1592/PRG/ACGP/SCPP/DFPI/SG/2018 en date du 27 Août 2018, la transmission par la DNMP du rapport d'évaluation des offres accompagnés de l'ANO de l'ACGPMP au Ministère des Transports pour la poursuite de la procédure, la signature par le Ministre des Transports le 30 Août 2018 de la lettre de notification n°0573/MT/CAB/2018 pour la transmission du Marché à la société Catalyst Business solution, attributaire.



Il précise enfin que la convention a été élaborée sous la signature de l'attributaire du marché, du Directeur Général de l'Office Guinéens des Chargeurs et l'approbation du Ministre des transports.

### **MOTIFS DONNES PAR LA DIRECTION NATIONALE DES MARCHES PUBLICS (DNMP) :**

la Commission de passation de la Direction Nationale des Marchés Publics, par la voix de son rapporteur, Monsieur Mamadou Ciré DIALLO, explique que c'est à l'entame des travaux d'analyse et d'évaluation que l'ancien Premier Ministre a instruit la suspension de la procédure à cause d'une plainte de l'un des soumissionnaires qui estimait que certains critères de l'appel d'offres étaient discriminatoires à son égard ; et qu'à la demande du nouveau Premier Ministre la procédure a été reprise.

Compte tenu de la suspension entraînant l'échéance de la validité des cautions et des offres, dit-elle, la commission de passation a demandé à l'Autorité Contractante de contacter les soumissionnaires pour une prorogation des cautions et la validité des offres ; ce qui fut fait avec succès.

Aussi, elle déclare que l'Office Guinéen des Chargeurs qui s'était plaint par devant nous d'avoir été écarté de la précédente procédure, a été représenté cette fois-ci par deux de ses membres.

Elle affirme que l'une des offres ayant été éliminée d'office pour des manquements notoires à la procédure, les autres ont été évaluées suivant les critères du DAO.

Elle précise que le rapport d'évaluation a été transmis à l'ACGPMP pour son ANO et que les deux ont été transmis à l'Autorité Contractante pour des dispositions utiles.

### **EN LA FORME**

### **SUR LA RECEVABILITE DU RECOURS :**

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article 21 du Décret D/2014/167/PRG/SGG du 22 juillet 2014 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics, le CRDS peut recevoir les dénonciations des irrégularités constatées par les parties intéressées, ou celles connues de toute autre personne avant, pendant et après la passation ou l'exécution des marchés publics et délégation de service public.

Qu'il y'a lieu de déclarer que le recours est recevable dès lors qu'il obéit aux conditions de recevabilité.



## AU FOND

### SUR LE BIEN-FONDE DU RECOURS

#### SUR LA SUSPENSION DE LA PROCEDURE D'EVALUATION

Considérant que l'article 15 alinéa 6 du Décret N° 165 portant mission, attributions, organisation et fonctionnement de la DNMP dispose : « **Dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de l'ouverture des offres ou des propositions, la commission de passation des marchés adopte des recommandations d'attribution provisoire du marché, sur la base du rapport préparé par son rapporteur qu'elle valide ou modifie. ...** » ;

Considérant qu'il est constant comme résultant du dossier et du débat contradictoire, que la séance d'ouverture des plis a eu lieu le 18 avril 2017 dans les locaux de la DNMP et que le 19 avril 2017, la procédure d'évaluation a été suspendue pour n'être reprise qu'au 3 juillet 2018, soit 17 mois de suspension ;

Considérant qu'en application de l'article susvisé, la Commission de passation des marchés était tenue dans un délai maximum de 15 jours pour procéder à l'évaluation du marché et décider de l'attribution provisoire du marché ou de la délégation ;

Qu'il apparait dès lors, que l'évaluation et l'attribution provisoire de la délégation en cause étant intervenues après 17 mois de l'ouverture des plis, la réglementation a été tout simplement violée d'autant plus que la suspension de la procédure de passation n'est nullement prévue par les textes législatifs et réglementaires en vigueur, en dehors de celle que l'ARMP ordonne dès sa saisine ;

Considérant que par ailleurs l'article 12 de la Loi N° 020 régissant les procédures de passation, de contrôle et de régulation des marchés publics dispose : « **La procédure d'évaluation des offres effectuée, de manière strictement confidentielle, et dans le délai compatible avec le délai de validité des offres a pour objet de procéder à une analyse technique et financière et à un classement des offres ...** » ;

Considérant qu'il ressort de l'examen du dossier, qu'après l'ouverture des plis suite à la décision de suspendre la procédure d'évaluation, les plis des offres déjà ouverts ont été transférés dans des locaux autres que ceux de la Direction des Marchés Publics où ils sont restés durant 17 mois ;

Que cet état de fait enfreint incontestablement le principe sacrosaint de confidentialité de la procédure d'évaluation imposé par le législateur, lequel est indispensable à la crédibilité de ladite procédure ;



## **SUR LA NON PUBLICATION DU PROCES-VERBAL D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHE**

Considérant qu'il résulte de l'article 67 du Code des marchés publics que le procès-verbal est établi selon un document modèle et **fait l'objet de publication** ;

Considérant que l'article 68 du même code, la DNMP doit communiquer par écrit à tout soumissionnaire écarté les motifs du rejet de son offre, le montant du marché attribué et le nom de l'attributaire.

Considérant qu'il ressort de l'alinéa 3 du même article que les autorités contractantes observent un délai minimum de 15 jours ouvrables après la publication visée à l'article 67 du code des marchés publics ;

Considérant qu'il est constant comme résultant de l'examen du dossier que le procès-verbal d'attribution provisoire en date du 13 août 2018 n'a nullement été publié par dans le journal des marchés publics par la commission de passation de la DNMP qui en assure la publication comme le prévoit l'article 3 du décret 165 régissant la DNMP ;

Considérant en outre qu'il n'a pas été contesté que la DNMP n'a pas communiqué par écrit aux soumissionnaires écartés les motifs du rejet de leur offre, le montant du marché attribué et le nom de l'attributaire.

Qu'en égard à ces multiples violations, la procédure de passation en cause mérite annulation ;

## **SUR LA RESTITUTION DES CAUTIONS BANCAIRES DE L'ATPMS**

Considérant que l'article 56 du code des marchés publics prévoit que la garantie d'offres est libérée au plus tard à son expiration, les conditions dans lesquelles la garantie d'offres peut être retenue par l'autorité contractante sont fixées par le cahier des charges ;

Considérant que dans le cas d'espèce, le délai des garanties d'offre fournies par la société ATPMS a largement expiré, la libération desdites garanties d'offres s'impose à la DNMP conformément à l'article susvisé dès que l'autorité contractante ne justifie d'aucun motif de rétention de ces garanties d'offres à l'encontre du plaignant ;



Qu'en conséquence, il convient d'ordonner à la Direction Nationale des Marchés Publics de prendre les mesures urgentes pour la libération des cautions de soumission de l'entreprise ATPMS en particulier et de celles de l'ensemble des soumissionnaires ;

**DECIDE :**

Déclare le recours de la société Associated Transport an Port Management System (ATPMS) recevable en la forme ;

**AU FOND :**

Constate la violation des articles 15 du décret 165, 12 de la loi 020, 56, 67 et 68 du code des marchés publics dans la procédure de passation de la délégation de service public objet de l'appel d'offres restreint d'une convention de délégation de service public pour la gestion du bordereau électronique de suivi des cargaisons (BESC) ;

En conséquence, annule la décision d'attribution provisoire de la présente délégation de service public ;

Ordonne à l'Autorité Contractante la reprise de la procédure ;

Ordonne à la Commission de passation de la Direction Nationale des Marchés Publics de libérer les cautions bancaires fournies par les soumissionnaires ;

Ordonne à la Direction nationale des marchés publics de publier dans le Journal des marchés publics ainsi que sur des sites internet tout document soumis à l'obligation de publicité, conformément à l'article 45 du code des marchés publics ;

*P. W. A.*



Dit que le Directeur Général de l'ARMP est chargé de notifier aux parties avec ampliation à la Présidence de la République, au Premier Ministre et au Ministre chargé de l'Economie et des Finances la présente décision, qui sera publiée sur le portail des marchés publics et insérée dans le bulletin officiel des marchés publics à la prochaine parution.

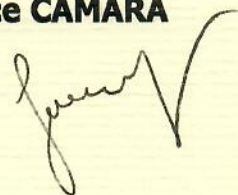
**ET ONT SIGNE :**

**LES MEMBRES DU CRDS**

**Dr Alpha Abdoulaye DIALLO**



**Lucrèce CAMARA**



**LE PRESIDENT**



**Pierre LAMA**

